


l'établissement d'un ordre de mission préalablement signé par le maire et de la présentation de justificatifs des dépenses réellement supportées :

- Frais d'hébergement et de repas, dans la limite des remboursements autorisés aux personnels civils de l'Etat,
 - Frais de transport : au tarif ferroviaire économique 2ème classe sauf en cas de circonstances particulières (durée du trajet, défaut de tarif économique, conditions tarifaires plus favorables). Le recours à la voie aérienne est possible lorsque la durée du ou des trajets effectués est supérieure à 6 heures ou en l'absence de liaison ferroviaire ou lorsque les conditions tarifaires sont plus favorables.
 - Frais de transport collectif ; d'utilisation d'un véhicule personnel, d'un taxi ou tout autre mode de transport entre la résidence administrative et la gare ; de péage autoroutier ou de parc de stationnement si utilisation du véhicule personnel ;
- Les frais de déplacement, hébergement, repas, supportés à l'occasion de l'exercice d'un mandat spécial confié par le conseil municipal à l'un de ses membres.
 - Les frais engagés à l'occasion de l'exercice de leur droit à la formation : les conditions de remboursement sont les mêmes que mentionnées au 1.
 - Les frais d'aide à la personne qui comprennent les frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui auront besoin d'une aide personnelle à leur domicile durant le déplacement de l'élu ou en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article L. 2123-1 du CGCT. Leur remboursement ne pourra pas excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) et se fera sur présentation des factures afférentes.
 - Les demandes de remboursement d'hébergement ou de transport doivent parvenir au service du personnel au plus tard 2 mois après le déplacement.
- **Autorise** le montant des dépenses liées à la formation des membres du conseil municipal élus locaux ;
 - **Inscrit** au budget de la commune les dépenses afférentes.

Le 8 avril 2026

La secrétaire de séance,

Sandy SOSCIA



Le Maire,

Amapola VENTRON

